L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 4 DECEMBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
JEUDI 4 DECEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Placide J. Spéar, rue Bourgogne, entre St-Philippe et Ursulines. Meubles, machine à coudre, etc.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan — Bottes, souliers et brodequins.

Par Francis Fernandez, coin Conti et Passage de la Bourse. Meubles.

Par Albert Paul, au No 40 de la rue Royale — Fonds d'un magasin de modes et d'articles de fantaisie.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38 de la rue de Chartres — Linge de chemise, lingerie fine, parapluie, chapeaux, casquettes, etc.

Par D. E. Morphy, sur la Levée, en face de la rue Douane — Farine. Aussi, aux Nos 108 et 110 de la rue des Magasins — Bacon, jambons, épaules et plats-côtés.

ATTENTION!

Bacon, Jambon salé sec et Epaules. — Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

Farine. Farine. — Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy.

Articles de Chine. — Voyez l'annonce d'encan d'Hoffman, Marks & Co., pour samedi.

Présents de Noël. — Vendus par Hoffman, Marks & Co., Samedi. Voyez l'annonce.

SPECTACLES.

Jeudi, 4 Décembre 1873.

OPERA. — Le Trouvère et le Piano de Berthe.

ACADEMIE. — Berthe, the Sewing Machine Girl of New York.

Le Message du Président.

Jamais, peut-être, la république des Etats-Unis n'a eu plus besoin d'avoir à la tête de son gouvernement, des hommes d'Etat réellement dignes de ce nom, car jamais, sauf lors de la sécession, la république ne s'est trouvée en présence de difficultés plus dangereuses pour son avenir et sa prospérité : malheureusement, le Président Grant qui n'est pas lui-même un homme d'Etat, ne s'est entouré que de conseillers pris parmi les politiciens de second ou de troisième ordre de son parti et le Message, rédigé par eux, vient de nous donner une triste et nouvelle preuve de leur nullité.

Rarement un président a eu à traiter dans sa communication annuelle au Congrès, un plus grand nombre de questions importantes, de questions vitales pour le pays, et rarement nous avons eu un plus triste assemblage de platitudes et d'inepties, empreintes d'un esprit de parti plus déplorable.

Deux questions principales préoccupaient l'opinion publique. On attendait avec anxiété ce que le gouvernement allait dire sur l'affaire du *Virginius* et l'exposé de ses vues sur la crise financière, sur les moyens d'y remédier et sur les mesures à prendre pour prévenir le retour d'une panique aussi désastreuse. Occupons nous d'abord de l'affaire du *Virginius* :

"Le secrétaire d'Etat Fish commence par mettre dans la bouche du Président une tirade aussi déplacée que peu justifiée contre toute une classe d'habitants de l'île de Cuba. Depuis l'émancipation des esclaves aux Etats-Unis, nous croyions en avoir fini avec cette hypocrite croisade yankee en faveur de l'abolitionnisme. Il paraît que non. La croisade a peu près terminée dans ce pays, le parti républicain n'aurait plus de raison d'être, il lui faut donc la continuer à l'extérieur pour justifier son existence et son maintien au pouvoir.

Tous ceux qui suivent les affaires de Cuba savent quels sacrifices en hommes et en argent l'Espagne a dû faire depuis cinq ans, pour maintenir l'île sous sa dépendance. Un journal de la Havane disait dernièrement qu'il y avait 97,000 volontaires dans l'île outre les troupes régulières. Nul n'ignore que les Cubains, même ceux qui n'approuvent pas l'insurrection, feraient tous volontiers le sacrifice de leurs intérêts pour obtenir l'indépendance de la colonie. Eh bien! suivant le président ou son ministre, ce sont les planteurs cubains, ces affreux esclavagistes, ces aristocrates, ces infâmes réactionnaires (on n'eût pas mieux dit dans un club communard de Belleville) qui contrôlent le gouvernement républicain de Madrid, au point d'obliger Castelar, homme humain et libéral par excellence, à employer des forces considérables de terre et de mer — dont la république aurait tant besoin dans la péninsule — pour leur imposer le joug de l'Espagne. Ce sont ces aristocrates qui exigent le maintien des volontaires espagnols dont on connait la tendresse pour tout ce qui est cubain, qui inspirent les capitaines généraux envoyés par la mère patrie et les gouverneurs impitoyables comme Burlel! En vérité, on ne saurait imaginer des assertions plus mensongères contraires à la vérité.

Après cette homélie, digne d'un révérend yankee quelconque, le Président expose d'une façon aussi incomplète qu'inexacte l'affaire du *Virginius*.

Le *Virginius* est parti de New-York, le 26 septembre 1870, comme navire américain, sous pavillon américain et il a été pris le 31 octobre 1873, plus de trois ans après. Dans cette période, ajoute le message, il n'est jamais revenu dans les eaux américaines. Sur le point de savoir si le navire a, oui ou non, cessé d'être américain et d'avoir droit à la protection des Etats-Unis, et quelle était sa nationalité le jour de la capture, pas un mot. Le message ne parle pas davantage des réserves qu'aurait faites le gouvernement espagnol et du délai qu'il aurait demandé jusqu'au 25 décembre, afin d'éclaircir ce point important. Il doit évidemment rester un doute sur la portée des concessions faites par l'Espagne puisque le Président veut attendre le texte écrit de la correspondance pour la communiquer.

Réellement, nous nous attendions à tout autre chose sur la question du *Virginius* qu'aux maigres explications présentées dans le message. Mais le président Grant a encore tellement "the negro on the brain" qu'il termine ses observations sur l'affaire du *Virginius* par l'étonnante assertion qui suit :

En laissant ce sujet de côté pour le présent, je désire renouveler l'expression de ma conviction que l'existence de l'esclavage africain à Cuba est une cause principale de la condition lamentable de l'île. Je ne doute pas que le Congrès ne partage avec moi l'espoir que l'esclavage disparaîtra bientôt et que la paix et la prospérité suivront l'abolition.

Ainsi, l'abolition de l'esclavage, telle est la seule préoccupation du gouvernement de Washington. Si les Cubains avaient compté sur quelques mots de sympathie en faveur de leur cause, ils doivent être singulièrement désappointés. Que Castelar abolisse d'un trait de plume l'esclavage à Cuba et qu'il envoie ensuite renforts sur renforts pour maintenir l'île sous la dépendance de l'Espagne, qu'il arme même les negres pour réduire les Cubains à l'obéissance, et tout sera pour le mieux. La république espagnole ne ferait, d'ailleurs, en cela, que suivre l'exemple donné par la république des Etats-Unis.

Le message annonce que le gouvernement de Madrid a promis de prendre des mesures pour punir ceux qui auront été coupables d'actes de violence, mais il ne dit pas s'il est vrai que ce gouvernement ait, en apprenant la prise du *Virginius*, télégraphié aux autorités de Cuba d'exécuter strictement la loi. Le président ne daigne même pas informer officiellement le peuple américain de ce fait important qu'il s'y a eu que 37 exécutions et non 135 comme on l'a laissé croire pendant tout un jour, et c'est par une dépêche particulière que nous apprenons que le commandant Fellows a visité lui prisonniers du *Virginius*.

Le président ne voulant pas s'exposer à un nouvel échec sur la question de Saint-Domingue, se contente de transmettre, sans commentaires, la demande de protectorat adressée aux Etats-Unis par cette république. Mais cette réserve ne donnera la chance à personne, car on sait tout l'intérêt que M. Grant et quelques uns de ses amis particuliers ont à prendre pied sur le territoire de Saint-Domingue. Il y a d'abord beaucoup de noirs dans cette île et cela suffirait à expliquer la sollicitude du président de ce côté.

Cette tendresse de M. Grant pour la race de couleur se retrouve dans le trait final du message. Il recommande au Congrès "l'adoption d'une nouvelle loi pour mieux assurer les droits civils que la liberté aurait dû mais qu'elle n'a pas effectivement assurés aux esclaves affranchis."

Si le peuple américain n'était pas suffisamment satisfait de la question noire, il en aura à satisfaction, en lisant le message.

En revanche, il n'y a pas un mot dans le message sur la déplorable condition à laquelle le régime des carpet-baggers a réduit une grande partie de la population blanche du Sud, pas un mot sur les réclamations du peuple de la Louisiane contre l'escamotage électoral commis, en novembre 1872, par une coalition de certains officiers fédéraux avec les candidats battus. Le président Grant ne daigne pas condescendre à s'occuper de pareilles misères; l'esclavage des noirs est aboli en Louisiane, que lui importe la servitude des blancs!

Cependant, le président veut bien recommander une amnistie générale, par le motif qu'il reste si peu de rebelles vivant encore et non amnistiés, après huit ans de paix, que le gouvernement peut, sans inconvénient, se montrer grand et généreux.

M. Grant ne s'oublie pas dans son message. Non content de l'amendement sur le mode d'élection du président et du vice-président, amendement qui pourra faciliter sa réélection, il en suggère deux autres, dont l'objet est une extension des pouvoirs du président. Ce qu'il dit sur la facilité avec laquelle on gliese dans les bills d'allocation, pendant les dernières heures d'une session, des dispositions qui n'ont d'autre objet que le gaspillage des deniers publics, est d'ailleurs, parfaitement juste.

Telle est notre première impression sur ce document qui ne renferme pas moins de 12,500 mots, mais qui est presque complètement vide des suggestions que le pays était en droit d'attendre de ses gouvernants dans les circonstances critiques qu'il traverse.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — A la demande générale, *Le Trouvère* sera donné ce soir. Outre que cette œuvre célèbre de Verdi a toujours joui d'une popularité toute particulière à la Nouvelle-Orléans, elle emprunte un attrait nouveau au talent de MM. Devoyod et Gadilhe, de Mmes Furch-Madier et Denain.

Le spectacle commencera par le *Piano de Berthe*.

Mrs Mutton, la jolie pièce en trois actes, qui a été si bien jouée dimanche par MM. Linge et Fournier, par Mmes Blainville, Beaurexard et Thiébaut, sera représentée en matinée samedi. Le spectacle comprendra aussi *Le 06*, opéra bouffe.

Très prochainement *Les Mousquetaires de la Reine, Robert le Diable, Charles VI, La Muette de Portici, Barbe Bleue.*

A partir de ce jour entre le premier et le second actes des opéras, il y aura vingt minutes d'entr'acte.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — La représentation donnée en matinée, hier, à ce théâtre, avait attiré beaucoup de monde. Dès onze heures, les dames et les enfants affluaient dans la salle, et à midi, au lever du rideau, pas un siége n'était vacant.

La pièce *Bertha, the Sewing Machine Girl of New York*, a été parfaitement rendue, et les artistes ont été fréquemment applaudis. Immédiatement après la représentation, le tirage de la loterie a eu lieu et le No 605, qu'une dame du parquet avait acheté, a gagné la machine à coudre. Le succès de cette première matinée engagera probablement M. Bidwell à en donner une semblable prochainement.

BIBLIOGRAPHIE. — La maison de librairie, Sheldon & Co., de New-York, publie en ce moment une série de romans pleins d'intérêt. Nous citerons entre autres *Miss Forrester*, par Mme Annie Edwards, et *The Rose of Disentis*, traduit de l'allemand par James J. D. Trenor. M. J. A. Gresham, libraire, No. 93 rue du Camp, a reçu des exemplaires de ces deux ouvrages.

SALON DE COIFFURE. — Nous appelons l'attention des dames sur l'annonce de M. Charles Trouilly, rue de Chartres 57, au coin de la rue Bienville, où se fait remarquer un très élégant établissement pour la manufacture des cheveux et des perruques. L'assortiment de parfumeries, corsets, rubans, etc., qui est ordinairement fort beau, a été encore enrichi par divers articles choisis en Europe par Mme Charles, qui est revenue ici depuis quelques jours et qui offre aux dames un choix extraordinaire de cristaux, peignes, brosses et objets de fantaisie, ainsi que la fameuse *Eau tonique* pour les cheveux, de Charles Trouilly. Voyez l'annonce.

☞ Dans cette saison de l'année où tant de gens sont affectés de rhume, nous appelons l'attention publique sur le Cherry Pectoral d'Ayer, comme un remède certain, non-seulement contre la toux et le rhume, mais encore contre toutes les affections des poumons ou de la gorge. Après en avoir usé dans notre famille pendant nombre d'années, nous pouvons parler de son efficacité d'après notre expérience personnelle. Il peut y avoir d'autres remèdes qui soient bons, mais celui-ci nous a toujours paru le meilleur. Ses qualités sont uniformes et entièrement satisfaisantes. Il est agréable à prendre et chaque famille devrait toujours en être pourvue pour se protéger contre des maux qui ne semblent pas sérieux au début, mais qui deviennent graves, dangereux même, s'ils sont négligés. (*N. Y. Register.*)

Un épisode de la carrière du "Virginius."

Le *Virginius* est sorti du port de New-York, le 26 septembre 1870, sous pavillon américain et avec des papiers portant qu'il était enregistré comme bâtiment américain, appartenant à un citoyen américain, M. Patterson. Depuis, le *Virginius*, au dire du message, n'est pas rentré dans les eaux américaines et il s'est livré à la garde de trafic qui a abouti à sa capture par un croiseur espagnol. On sait que le président Grant a demandé que le *Virginius* fût rendu et que le gouvernement espagnol a accédé à cette demande. On devrait le cas pour M. Patterson de se mander et de réclamer sa propriété, mais M. Patterson reste invisible et introuvable! L'escamotage électoral commis, en novembre 1872, par une coalition de certains officiers fédéraux avec les candidats battus, le président Grant ne daigne pas condescendre à s'occuper de pareilles misères; l'esclavage des noirs est aboli en Louisiane, que lui importe la servitude des blancs!

Cependant, le président veut bien recommander une amnistie générale, par le motif qu'il reste si peu de rebelles vivant encore et non amnistiés, après huit ans de paix, que le gouvernement peut, sans inconvénient, se montrer grand et généreux.

M. Grant ne s'oublie pas dans son message. Non content de l'amendement sur le mode d'élection du président et du vice-président, amendement qui pourra faciliter sa réélection, il en suggère deux autres, dont l'objet est une extension des pouvoirs du président. Ce qu'il dit sur la facilité avec laquelle on gliese dans les bills d'allocation, pendant les dernières heures d'une session, des dispositions qui n'ont d'autre objet que le gaspillage des deniers publics, est d'ailleurs, parfaitement juste.

Telle est notre première impression sur ce document qui ne renferme pas moins de 12,500 mots, mais qui est presque complètement vide des suggestions que le pays était en droit d'attendre de ses gouvernants dans les circonstances critiques qu'il traverse."

SECOURS A LA FAMILLE DU CAPITAINE FRY.

On ne lira pas, nous en sommes sûrs, sans attendrissement la lettre suivante que nous adresse M. D. M. Hollingsworth. La mort du capitaine Fry, exécuté à St-Yago de Cuba, a plongé ses intéressante famille dans la plus profonde détresse, et il s'agit de la secourir. M. Hollingsworth, marchand de voitures, met un de ses plus élégants buggies en évidence, en annonçant que les billets sont placés à dix sous, et tous les billets sont placés d'ici au 23, de procéder au tirage le 24, et de verser le produit de la tombola, le lendemain, jour de Noël, entre les mains de la malheureuse famille. Il ne s'agit pas ici d'une question de droit international, mais d'un acte de charité chrétienne. La fin tragique du capitaine Fry laisse sa femme et ses enfants dans le plus complet dénuement, et leur infortune mérite certainement toutes nos sympathies.

Voici la lettre de M. Hollingsworth :

NOUVELLE-ORLEANS, 2 décembre 1873.

Aux Editeurs de l'*Abeille* :

Messieurs—Apprenant que la veuve et les enfants de feu le capitaine Joseph Fry, si aimé et si regretté parmi nous, sont dans la détresse, et qu'il est urgent de leur venir en aide, je propose de mettre immédiatement en loterie, à leur intention, un de mes buggies les mieux conditionés, les plus légers et les plus élégants. Je ferai imprimer, numéroter et timbrer les billets, et j'en ferai un dépôt aux bureaux des journaux, des banques, des compagnies d'assurance, des hôtels et des établissements publics. Si grâce au concours que je sollicite, je parviens à les placer tous d'ici au 23 décembre, le tirage aura lieu le lendemain, 24, et le produit de la loterie sera versé, le *jour de Noël*, entre les mains de la famille si cruellement éprouvée.

J'ai l'intention de limiter le prix des billets à une piastre chacun, afin que tous ceux qui désirent concourir à cette œuvre charitable puissent la faire avec l'assurance que, tout en secourant le fils une famille privée de la protection de son chef, ils témoigneront par leur acte de leur respect pour la mémoire d'un de ces plus nobles et de ces plus braves Louisianais, dont la dernier vœu a été de mourir pour sauver ses compagnons.

Agréez, messieurs, etc.

D. M. HOLLINGSWORTH.

Linge de dessous, chaud, pour messieurs, vêtements confectionnés pour jeunes garçons et pour enfants, et articles de fantaisie, le tout à un grand bon marché, chez B. T. Walshe, 110, Canal.

GRANDE FAILLITE A LYON.

Les journaux lyonnais publient de tristes détails sur la déconfiture de M. Page, syndic de la compagnie des agents de change de Lyon.

C'est sous le poids des plus folles spéculations que succombe M. Page. Très grand partisan de l'idée royaliste, il s'était engagé dans d'énormes proportions au vu de des négociations entamées à Frohsdorf.

Le passif constaté à ce jour dépasse 3 millions.

Jouissant comme chef de sa corporation d'un crédit illimité, M. Page était dépositaire de titres et de capitaux appartenant à sa clientèle pour une somme très considérable. Ces valeurs ont presque totalement disparu, et une foule de petits capitalistes et de petits rentiers vont se trouver ruinés complétement.

L'émotion est très grande à Lyon, et de tous côtés arrivent chez les confrères de M. Page des demandes de remboursement et de dépôt et de restitution de titres.

L'importance du déficit prévu ne permet pas de supposer que la Compagnie des agents de change de Lyon puisse se déclarer définitivement solidaire des fonds détournés par son syndic.

Ainsi que le prescrit le Code pénal, plus sévère à bon droit vis-à-vis des négociants ordinaires, l'accusation pour cause de M. Page est une accusation de banqueroute frauduleuse.

Cet agent est d'ailleurs en fuite.

On pense qu'il s'est réfugié en Suisse et qu'une procédure d'extradition va être entamée contre lui avec le gouvernement helvétique.

—Quelques chiffres utiles à relever dans la *Patrie* :

Samedi, sur la seule nouvelle que la commission était favorable à la prolongation des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon telle qu'on la proposait, la Bourse baissait, à deux heures, de 1 fr. 10.

A la mi-clé du mardi dernier, la démission et la chute de M. Thiers furent saluées, au contraire, par une hausse dont voici les chiffres.

3 0/0 comptant — hausse	1 55	
à terme id.	1 70	
4 1/2 comptant — hausse	1 75	
5 0/0 (1872) comptant — hausse	1 95	
à terme id.	2 15	
5 0/0 (libéré) comptant — hausse	2 95	
à terme id.	1 95	

Ces deux résultats si différents suffiront à montrer le degré de confiance qui s'attache à l'un et à l'autre des deux personnalités. Si le Maréchal est seulement ébranlé, on baisse; quand M. Thiers tombe, on célèbre sa chute par une hausse générale.

—Le vice-amiral Cecille vient de mourir chez son gendre, commissaire en chef de la marine. à Saint-Servan.

Le vice-amiral Cecile, né à Rouen le 16 octobre 1787, était âgé de 86 ans. Entré dans la marine sous le premier empire, il devint vice-amiral en 1847.

En 1848 et 1849, M. Cecille représenta la Seine-Inférieure dans les assemblées constituante et législative, où il vota constamment avec la droite.

Grand-officier de la Légion d'honneur en 1849, membre du conseil d'amirauté en 1862, sénateur en 1865, il fut nommé président des invalides de la marine en 1868.

—Une jolie observation échappée au *Monde*—je dis échappée!

En France, où les gouvernements éphémères ne durent que dix-huit ans, les gouvernements provisoires ne sauraient avoir une longue existence.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Cet horrible temps continue. Depuis dimanche dernier, il pleut presque sans interruption. Hier, il a fait un peu plus froid que les jours précédents, mais la pluie a redoublé de violence. Aujourd'hui, le temps est toujours aussi mauvais.

Cette nuit, vers deux heures, un incendie a éclaté dans la maison portant le No 1 de la rue Bienville, et occupée par M. Jacob Lattier, comme boucherie. Le feu a été promptement éteint par les pompiers, mais il a causé pour environ $1,000 de dégâts.

Le nouveau bureau de la douane, situé au coin des rues Esplanade et Chartres, a été ouvert aujourd'hui pour la première fois. Il est vaste et bien aménagé